

Nanotechnologies : et maintenant, le tsunami de la communication

Deux cycles de pseudo débats montés par l'officine Vivagora à Paris et Grenoble. Deux expositions, dont une du CCSTI de Grenoble. Deux conférences citoyennes à Paris. Un débat parlementaire organisé par André Vallini, président du Conseil général de l'Isère. Une pluie de rapports : du Comité de la prévention et de la précaution, du Conseil d'analyse stratégique, du Comité d'éthique du CNRS.

Il n'y a pas de fumée sans feu : le déferlement de "recommandations" sur les nanotechnologies révèle la portée des critiques et la crainte des nanomaîtres d'un "effet OGM". Parmi ce flot de contre-attaques, Pièces et Main d'Œuvre dévoile en avant-première les conclusions de la "conférence citoyenne" montée par les industriels en ce mois d'octobre, ainsi que les recettes de la manipulation.

Le Figaro du 2/10/06 nous informe : "En attendant une initiative gouvernementale, une association, EPE (Entreprises pour l'Environnement), a pris les devants avec l'Association de prévention de la pollution atmosphérique (APPA). Elle organise une "conférence citoyenne" sur les conséquences environnementales et pour la santé de la banalisation des nanoparticules (...). Un institut de sondage, la Sofres, a donc composé un panel d'une quinzaine de citoyens, le plus représentatif possible de la société française. Ce petit groupe va suivre les 6 et 7 octobre un "atelier" avec une dizaine d'experts chargés de les informer sur le sujet. À charge pour eux de préparer, dans la foulée, des "recommandations citoyennes" sur le sujet. Elles seront finalisées les 21 et 22 octobre, après une discussion avec les acteurs concernés par ces nouvelles technologies (ministères, industriels, associations...). (...) Plutôt que de laisser monter des craintes éthiques et sociales, qui pourraient provoquer un rejet à l'image des réactions anti-OGM, EPE juge préférable de prendre les devants et d'ouvrir le débat."

Voilà qui a le mérite de la franchise : une "conférence citoyenne", ça sert à désamorcer la critique – que *Le Figaro* comme tous les promoteurs des nécrotechnologies persiste à réduire aux "craintes". Les industriels, qui ont un catalogue de nano-produits à nous fourguer, sont pressés de régler la question de l'opposition. Une "conférence citoyenne" fera l'affaire, accompagnée d'une opération de relations publiques.

Ladite opération aura lieu le 21 octobre prochain à Paris, avec le dévoilement des "recommandations citoyennes" devant un parterre d'élus, d'industriels, d'associatifs, de scientifiques et bien sûr de journalistes chargés de donner à l'événement l'écho mérité. Pour s'assurer d'une bonne couverture presse, l'animation de la séance a été confiée à Isabelle Sorente, "écrivain et journaliste", mais surtout membre du sérail comme polytechnicienne et pourvue d'un bon carnet d'adresses : "I. Sorente a

des contacts avec Le Monde, Le Monde 2, LeMonde.fr, Psychologies, Philosophies, Associated Press, etc. Ces contacts devraient permettre une large couverture de notre opération".¹

Pièces et Main d'Œuvre révèle à la presse et aux simples citoyens les premières conclusions du panel après son "atelier" du 6-7 octobre.

"Le groupe de citoyens considère unanimement que le développement des nanotechnologies doit être poursuivi compte tenu :

- des bénéfices escomptés dans les domaines du progrès médical : amélioration du diagnostic, des traitements, diminution des effets secondaires, allongement de la durée de vie ; de l'environnement : facilité de dépollution, meilleure connaissance de la pollution, anticiper et prévenir les pollutions ;
- de la découverte fascinante « d'un nouveau monde » qui permet de repenser la nature et les mécanismes du vivant (voire l'origine de l'Homme)
- de l'espérance d'un nouveau mode de vie (amélioration de la qualité de vie et réduction des inégalités entre pays riches et pays pauvres)
- de l'obligation économique dans le cadre de la mondialisation et des avancées actuelles de certains pays concurrents (USA)."

Suivent les recommandations d'usage : créer une institution de régulation pour "optimiser la recherche", imposer des normes industrielles, démontrer "l'innocuité des produits", "rassurer", "obtenir des garanties", "renforcer le rôle des associations de consommateurs", mieux communiquer auprès du grand public, "élaborer une charte de bonne conduite", étiqueter les produits, améliorer la recherche sur les risques, etc.

Recette n°1 : manipuler des ingénus en leur dissimulant les méfaits des nanotechnologies

On s'étonne : rien dans les conclusions du panel sur le "tsunami" des nanotechnologies, sur le projet

¹ Compte-rendu du comité de pilotage du 13/09/2006

d'hybridation du vivant et de l'inerte (homme-machine) des "technologies convergentes" ; rien non plus sur la création d'organismes atomiquement modifiés, sur la prolifération des nano-mouchards, sur l'incarcération dans un monde sous monitoring électronique, bref rien sur les méfaits du nanomonde : les Candide les ont-ils considérés comme négligeables au regard des "*bénéfices escomptés*" ?

Pas du tout. Les organisateurs leur ont simplement épargné ces pénibles perspectives. "*De par leurs objets, EpE et l'APPA sont deux associations légitimes à organiser une consultation citoyenne sur les questions d'environnement et de santé liées aux nanotechnologies. C'est pourquoi les présentations des experts du 6/7 octobre et les débats du 21 octobre seront focalisés sur ces domaines, et ne traiteront pas des enjeux éthiques liés aux nanotechnologies : traçabilité et respect des libertés individuelles, usages militaires, etc. Il conviendra de rappeler ce point structurant de la démarche durant les différentes sessions et notamment vis-à-vis de la presse et du public.*"²

Ce "*point structurant de la démarche*" s'appelle une manipulation. Le 21 octobre, tout le monde retiendra que la première conférence citoyenne sur les nanotechnologies a donné son feu vert à l'industrie. En toute ignorance des problèmes politiques, sociaux, philosophiques – bref des enjeux fondamentaux de ces nécrotechnologies.

Message à l'attention des *écotechs* et gestionnaires des nuisances : voilà à quoi aboutit la focalisation sur les risques environnementaux et sanitaires. À des dispositifs techniques d'encadrement – qui encadrent jusqu'au jour de l'accident, "lerisquezeron'existantpas" – laissant champ libre au projet *politique* des nanotechnologies. Une norme ISO 14000 ne protégera jamais de la domestication du cheptel humain.

Remarquons au passage l'analogie des "*bénéfices escomptés*" des nanotechnologies avec ceux des OGM : comme ceux-ci, elles vont résoudre nos problèmes de santé, de pollution, d'inégalités sociales. Comme le génie génétique, les nanotechnologies méprisent les causes de nos maux – les dégâts du monde industriel – et les aggravent. Même logique de prédation, même manipulation de l'opinion. Pas étonnant que le nano-gratin redoute "l'effet OGM".

Recette n°2 : confier aux nanomaîtres le soin de laver le cerveau des citoyens ignorants

Comment le panel de citoyens en est-il arrivé à ces conclusions unanimes ? La réponse se trouve dans le dispositif d'acceptabilité monté à dessein.

D'abord, les organisateurs du coup : qui sont ces "Entreprises pour l'Environnement" (EPE) ? Une quarantaine de grands groupes, dont Arcelor, Areva, Autoroutes du sud de la France et Paris Rhin Rhône, BASF, BMW France, Dupont de Nemours, EDF, Michelin, PSA, Renault, Rhodia, Saint-Gobain, Sanofi-Aventis, SFR, Suez, Total, etc³.

En somme, une réunion de Pollueurs Anonymes bien placés pour évaluer l'effet OGM, mais aussi l'effet nucléaire, l'effet marées noires, l'effet chimie, l'effet antennes-relais, l'effet de serre. Rétablissons leur vrai nom : Entreprises *contre* l'Environnement.

Ces industriels sont entourés d'un comité de pilotage, regroupant des parlementaires, des représentants de ministères (Economie, Ecologie, Recherche, Santé), des organismes de recherche (INRA, université Versailles Saint-Quentin), des entreprises (EDF-GDF, Saint-Gobain, Solvay, Seche Environnement), des associations (Vivagora, Robin des Bois, WWF), ainsi que la Sofres, chargée du recrutement et de l'encadrement du panel.

La caution scientifique de l'opération est apportée par l'APPA, (Association pour la prévention de la pollution atmosphérique), qui siège dans la plupart des instances d'élaboration des politiques en matière de qualité de l'air.

Outre les associations Robin des Bois et WWF, jusqu'ici muettes sur les nanotechnologies, notons la présence familière de Vivagora, l'officine spécialisée dans le business des "débats" sur cette question, organisatrice du cycle Nanomonde à Paris en 2005 en partenariat, déjà, avec EPE, et du cycle NanoViv à Grenoble en cette fin 2006⁴. Vivagora s'est entre-temps retirée du comité de pilotage, en précisant : "*Cette décision ne remet pas en cause notre volonté de poursuivre le dialogue avec vous sur les démarches de participation citoyenne dans le domaine de l'environnement. (...) Nous nous tenons à votre disposition, si vous le souhaitez, pour participer en tant qu'intervenants, à la Conférence citoyenne finale du 21 octobre.*

Nous espérons que nous serons en mesure, en 2007, de partager nos expériences, nos approches, nos projets et de continuer à nous enrichir mutuellement des réalisations de chacun."⁵

³ voir www.epe-asso.org

⁴ voir "Vive les Nano", diffusé par PMO le 16/10/2006

⁵ Message de Dorothee Benoit-Browaey, déléguée générale de Vivagora, le 21/09/06

² Compte-rendu du comité de pilotage du 13/09/06

"L'enrichissement mutuel" est une pratique courante chez les nanomaîtres. Ainsi, parmi les "experts" auditionnés par la conférence citoyenne les 6 et 7 octobre, on retrouve des invités des débats de Vivagora : Louis Laurent du CEA et de l'Agence nationale de la recherche, Eric Charikane de l'association de valorisation de la recherche ECRIN, Alain Lombard, ancien toxicologue chez Arkema.

Les quinze citoyens n'ont entendu aucun opposant lors de leur atelier de formation.

Les conférences citoyennes sont censées, d'après leurs promoteurs, exprimer une volonté populaire objective, les représentants du peuple étant choisis pour leur "neutralité", voire leur ignorance du sujet sur lequel on les consulte.

On voit qu'à l'inverse les membres du comité de pilotage, les experts auditionnés, les entreprises commanditaires de l'enquête forment un petit milieu où l'on travaille à la manière de "prendre les devants" sur la contestation. Familiers des manip' de la "démocratie technicienne", ils sont rôdés aux interrogations et préparés à y répondre.

Les quinze cobayes ont été introduits quelques heures dans le salon fermé des décideurs et de leurs affidés. Le lavage de cerveau administré, on les priera de répéter la leçon devant la presse convoquée le 21 octobre.

Recette n°3 : multiplier les "processus participatifs" et les "recommandations" pour noyer la contestation

Depuis l'inauguration perturbée de Minatec, chacun y va de son dispositif d'acceptabilité. La région Ile-de-France, qui héberge un grand nombre de labos, start up et industriels des nano, se lance à son tour : *"Le Conseil régional d'Ile-de-France organise une conférence de citoyens sur les nanotechnologies d'octobre 2006 à février 2007. (...) quels que soient les progrès qu'elles autorisent, toutes les évolutions scientifiques et/ou technologiques majeures sont susceptibles de générer de nouveaux risques. Ainsi, les nanosciences et les nanotechnologies génèrent déjà des inquiétudes dans l'espace public.*

En matière de santé publique, en raison de la taille même des nano-objets, les risques de toxicité ou la dérive dans les usages des nanothérapies (dopage...) sont souvent évoqués. Dans le domaine des libertés publiques, des cris d'alarme sont également lancés à propos de l'utilisation future de « poussières intelligentes » qui permettraient de suivre et contrôler les déplacements des individus.

Les scientifiques et la société tout entière sont ainsi confrontés à des questions de nature notamment éthique, philosophique et juridique.

Conscient de ces enjeux, dans une région où le potentiel de recherche en nanotechnologie est

*remarquable, le conseil régional a décidé d'engager un processus participatif. Sous l'égide d'un comité de pilotage composé d'experts, cette conférence de citoyens permettra à un panel représentatif de se prononcer sur les enjeux de ces avancées scientifiques."*⁶

Même mélodie, mêmes paroles - mêmes interprètes ? - on connaît la chanson.

AFP 16/10/2006 : *"Le comité d'éthique du Conseil national de la recherche scientifique a publié lundi une série de huit recommandations destinées à répondre aux interrogations du grand public et d'une partie de la communauté scientifique face aux nanotechnologies.*

"L'objectif général de ces recommandations est moins de développer une recherche éthiquement correcte, à travers une série de normes ou d'interdits (...), que de développer une vigilance éthique, par une série de mesures destinées à encourager la réflexion sur les valeurs et les fins de la recherche", explique le CNRS dans un communiqué. (...)

{Les nanotechnologies} suscitent des inquiétudes au sein de la population, notamment pour leur capacité à pénétrer les tissus des organismes vivants. L'inauguration en juin du centre de recherche sur les nanotechnologies Minatec, à Grenoble, avait donné lieu à des débordements violents d'opposants.

Parmi ses recommandations, le comité présidé par l'astrophysicien Pierre Léna préconise de "mettre en place des procédures pour le repérage et l'arbitrage des conflits d'intérêts dans les relations avec l'industrie" et d'"assurer la transparence des sources de financement et, si possible, des résultats dans les projets conjoints conduits entre le CNRS et l'industrie".

Le comité d'éthique du CNRS doit participer dans les semaines qui viennent à des consultations sur les enjeux des nanosciences engagées par les pouvoirs publics (ministère de la Santé le 19 octobre, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 7 novembre)."

Si les opposants avaient des doutes sur la pertinence de leur contestation, cette foire aux recommandations devrait les rassurer.

Retour à Grenoble, où tout commença

Les décideurs grenoblois ne pouvaient laisser passer la vague de l'acceptabilité. On se souvient qu'André Vallini, président du Conseil général de l'Isère, avait écrit au Président de la République après la manifestation contre Minatec pour lui demander la création d'une instance internationale de contrôle des nanotechnologies. En effet, avouait le maître d'ouvrage de Minatec: *"Ces nouvelles technologies*

⁶ Conférence de presse du Conseil régional 10/10/06

soulèvent des questions qu'il ne faut ni éluder, ni occulter car personne n'est aujourd'hui capable de prévoir l'aboutissement réel des recherches qui seront menées, notamment à Minatec."⁷

Le 28 novembre prochain, Vallini organise à la Maison de la Chimie à Paris son débat parlementaire avec Francis Grignon, sénateur du Bas-Rhin. L'intitulé du débat, "*Développer les nanotechnologies : quelles perspectives pour l'avenir ?*", confirme que l'incertitude sur "*l'aboutissement réel des recherches*" n'empêche pas les élus de foncer tête baissée dans le développement nécrotechnologique.

On l'a dit, c'est à Grenoble que Vivagora joue "NanoViv" jusqu'au mois de décembre 2006. Ce cycle répond à une autre recommandation, celle du sociologue de l'acceptabilité Pierre-Benoît Joly auquel la Métro avait commandé un rapport en 2005⁸ : "*organiser une conférence de citoyens dans un délai d'un an*". Quelle surprise.

Si NanoViv n'a rien d'une conférence de citoyens, ses conclusions feront office de "recommandations citoyennes", dont on vous laisse deviner la teneur.

Les sociologues de l'acceptabilité ont dans leur mallette une panoplie de "*procédures de dialogue avec le peuple*"⁹ taillées sur mesure selon les besoins du client. Dans la technosphère qui nous sert de société il s'agit d'imposer la logique technicienne – *l'expertise* – au corps social et politique, et non d'introduire la démocratie dans le monde technicien.

C'est la mission du CCSTI (centre de communication scientifique, technique et industrielle) de Grenoble, qui accueille depuis le 15 septembre une exposition "*Nanotechnologies, infiniment petit, maxi défis !*" dont le titre rend hommage au texte de Pièces et Main d'Œuvre qui lança, en janvier 2003, la contestation des nanotechnologies¹⁰.

Une exposition grand public, mais interdite aux opposants : deux personnes s'en sont vu interdire l'accès le jour de l'inauguration par des vigiles et des policiers, au motif qu'elles seraient contestataires¹¹. Des étudiants envoyés par leur prof ont aussi été

traités en criminels de la pensée et menacés d'être privés de visite¹². Bref, on communique avec un sourire crispé, mais on communique tout-de-même.

Pour mieux amadouer le grand public, le CCSTI a convoqué une compagnie de danse spécialisée dans le sauvetage de la recherche : la Compagnie Scalène qui trouve là une source de financement consolidée pour ses entrechats postmodernes. Ces artistes engagés nous invitent à une "visite dansée" de l'exposition et d'un nanomonde *festif et convivial*. Scalène n'est pas de ces ploucs qui renoncent à une collaboration fructueuse, comme les drômois du Groupement Rural d'Action Artistique de Libération Ludique qui ont refusé de participer à un spectacle de promotion pour Bayer : "*Notre compagnie ne participera pas, malgré nos difficultés financières à cette opération. (...) OGM, insecticides, herbicides, médicaments, produits alimentaires, corruption d'institution, lobbying agressif, soutien à l'élection de Bush. Etc, tout y passe, tout doit tomber dans leur pouvoir. (...) Bien sûr, les dates manquent, les vacances approchent, le petit rentre au collège et la situation est difficile, mais plus nous collaborerons avec ce genre de projets, plus elle deviendra difficile et moins nous aurons la possibilité de choisir notre destin.*"¹³

La compagnie Scalène, elle, vit dans la Silicon Valley française et collabore de bon cœur avec les techno-maîtres, au nom de cette *culture grenobloise* qui fait la fierté de la cuvette.

Culture grenobloise qui inspire les décideurs nationaux et qui justifie que des élus de Grenoble participent, eux aussi, à l'exposé de la conférence citoyenne de l'EPE, le 21 octobre. Les journalistes qui en rendront compte ne pourront plus ignorer les recettes de la manipulation.

Pièces et Main d'Œuvre
Grenoble, le 17 octobre 2006

⁷ voir *La gigue des nanos*, Pièces et Main d'Œuvre, 16/09/06

⁸ *Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies : les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ?*

⁹ Voir M. Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, "*Agir dans un monde incertain – essai sur la démocratie technique*" (Seuil, 2001)

¹⁰ "*Nanotechnologies, Maxiservitude*", qui est aussi le titre du livre de PMO édité par l'Esprit Frappeur en 2006

¹¹ <http://grenoble.indymedia.org/index.php?page=article&filtre=1&numpageA=2&id=3427>

Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com

¹² <http://grenoble.indymedia.org/index.php?page=article&filtre=1&numpageA=1&id=3470>

¹³ www.graall.info